

Quand la Suisse cajolait Franco

La Confédération s'est d'emblée montrée bienveillante envers le régime franquiste. Un choix qui doit davantage à la peur du communisme qu'à la défense des intérêts nationaux

Le 14 février 1939, la Suisse devient la seconde démocratie à reconnaître officiellement le régime de Franco. Seule l'Irlande a eu le temps de lui brûler la politesse. Contrastant fortement avec le sort réservé aux représentants du camp républicain (voir les travaux menés par Mauro Cerutti, Nic Ulmi et Peter Huber*), ce geste bienveillant symbolise une politique qui, sous couvert de neutralité, aura largement servi les intérêts des nationalistes espagnols, comme le démontre l'ouvrage signé aux éditions Antipodes par Sébastien Farré, maître-assistant suppléant au Département d'histoire générale.*

Principale source de devises libres du régime durant la Seconde Guerre mondiale, la Suisse devient le deuxième investisseur sur le marché ibérique avec le retour de la paix. Sur le plan diplomatique, c'est la même logique qui domine. Refusant de se joindre aux sanctions prônées par les Nations unies, le gouvernement fédéral repoussera aussi longtemps que possible la dénonciation des excès de la dictature malgré une répression féroce. Il montrera également dès les premières heures du conflit espagnol une grande cordialité envers les représentants de Franco et ne fera rien pour empêcher des firmes comme Nestlé de les soutenir financièrement.

«Même si la Suisse ne cessera de réaffirmer sa neutralité, dans les faits, les autorités fédérales ne doutent pas un instant de la nécessité



Le 23 juin 1974, lors d'un meeting à la patinoire des Vernets, près de 15 000 spectateurs acclament Dolores Ibárruri («la Pasionaria») et Santiago Carrillo, membres du Parti communiste espagnol. Une image qui tranche avec la politique conciliante des autorités fédérales envers le régime de Franco.

d'appuyer le camp nationaliste, résume Sébastien Farré. C'est un choix qui est fait très rapidement et en pleine conscience dans la mesure où c'est celui qui semble le plus avantageux pour le pays.»

Le pari est d'abord économique. La priorité des élites suisses est le rétablissement des relations commerciales et elles n'ont aucune confiance dans la capacité des républicains à gérer les affaires. Outre l'anarchie, elles redoutent une vague de nationalisation qui pourrait porter atteinte aux avoirs helvétiques en Espagne. Dans ce contexte, Franco fait figure de moindre mal. Les nationalistes, de leur côté n'ont pas intérêt à fermer la

porte. La caution d'un Etat qui fait figure de modèle démocratique constitue un gage de légitimité non négligeable. Sans compter que le régime manque chroniquement de devises et que la Suisse, elle, possède d'importantes réserves d'or.

Résultats maigres

Malgré un premier crédit de 20 millions de francs accordé dès 1938 au camp franquiste par la Société des banques suisses, les résultats restent maigres pour l'économie suisse, incapable de concurrencer un IIIe Reich qui, pour quelques années encore, reste le seul Etat privilégié sur le marché nationaliste.

nco

Les relations hispano-suisse prennent une tournure nouvelle avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et la mise en place du blocus continental par les Alliés. Privée de tout accès à la mer, la Suisse risque en effet une asphyxie rapide si elle ne trouve pas un moyen d'assurer son ravitaillement. Arrachée de haute lutte et fort coûteuse, l'ouverture des ports espagnols aux marchandises en transit vers la Confédération permet cependant d'éloigner quelque peu la menace.

L'augmentation soudaine des échanges entre les deux pays suscite alors de grands espoirs au sein des milieux économiques suisses. Il leur faudra rapidement déchanter. De plus en plus autarcique, la politique économique conduite par Franco s'avère peu compatible avec les objectifs suisses. Et la fin des hostilités n'arrange pas vraiment les choses. L'avènement de la Guerre froide marque en effet l'entrée en scène des États-Unis. Ce sont eux qui s'arrogent la plus grosse part du gâteau espagnol lorsque le «caudillo» est contraint à davantage d'ouverture.

Argument en forme de cache-sexe, la question économique n'est cependant pas tout. On ne saurait comprendre les choix opérés par le Conseil fédéral en ignorant ce qui relève de la politique. «*Il ne faut pas sous-estimer la dimension idéologique des options prises par la Suisse officielle, explique Sébastien Farré. La politique étrangère de la Confédération est souvent analysée à la seule lumière des enjeux économiques, mais dans le cas de l'Espagne, la clé essentielle, c'est la véritable phobie du communisme qui anime alors les élites helvétiques.*»

En Suisse comme ailleurs, la guerre qui s'ouvre en juillet 1936 a en effet un énorme retentissement dans l'opinion. Pour les uns, la République incarne un immense espoir, tandis qu'elle ravive le spectre tant redouté de la révolution bol-



chevique chez les autres. Dans ce contexte, toute la difficulté pour les autorités suisses consiste à éviter de réveiller des passions qui pourraient menacer la cohésion nationale et troubler l'ordre intérieur. Ne serait-ce que pour la façade, il s'agit donc de ménager la gauche et de rallier les modérés tout en barrant la route à l'extrême gauche. L'interdiction des manifestations de solidarité en faveur de l'Espagne républicaine, puis la mise en place d'un dispositif d'aide humanitaire nettement pro-républicain participent à l'évidence de cette logique.

La «nouvelle gauche»

La manœuvre permet de désamorcer les oppositions en évacuant du débat sur l'Espagne toute considération d'ordre politique jusqu'au début des années 1960. En Suisse comme dans d'autres pays d'émigration, le Parti communiste espagnol cherche alors à relancer la contestation en multipliant meetings, conférences et autres manifestations. A Paris, à Bruxelles, à Genève, l'écho du PCE dépasse bientôt les limites de la communauté ibérique. Dans des sociétés occidentales en pleine mutation, ce qu'on appelle alors la «nouvelle gauche» fait de l'Espagne un symbole, comme elle le fera dans les années suivantes pour Cuba, le Chili ou le Vietnam. Ces nouvelles formes de mobilisation, qui échappent quelque peu à la logique partisane traditionnelle, ravivent naturellement les inquiétudes des autorités.

Ni l'essoufflement du régime de Franco ni la dénonciation toujours plus large de ses dérives autoritaires ne poussent cependant les autorités fédérales à changer de cap. Face aux risques que fait peser sur la sécurité intérieure la présence d'une forte communauté ibérique – entre 150 000 et 200 000 travailleurs espagnols sont arrivés en Suisse au cours des années 1960 –, Berne signe au contraire une convention liant la Police fédérale et la Direction générale de la sécurité espagnole au début des années 1960. «Le Conseil fédéral veut absolument éviter une politisation par le Parti communiste des travailleurs espagnols émigrés en Suisse, commente Sébastien Farré. Il s'efforce donc de contrôler au mieux cette population suspecte qui représente à ses yeux un danger social potentiel, un vivier d'anarchistes et de révolutionnaires en puissance. Les clichés ayant la peau dure, il faudra très longtemps aux élites suisses pour admettre que le franquisme n'est pas un «moindre mal» et que l'instauration d'un régime plus ouvert et plus moderne constituerait un bénéfice. Cette prise de conscience tardive n'empêche pas qu'à l'annonce de la mort du dictateur, le 20 novembre 1975, les drapeaux du Palais fédéral soient mis en berne. ■

Vincent Monnet

*«La Suisse et l'Espagne de Franco» par Sébastien Farré, Ed. Antipodes, 486 p.

**«Les Combattants suisses en Espagne républicaine (1936-1939)», par Nic Ulmi et Peter Huber, Ed. Antipodes, 2001, 339 p. et «La Suisse et l'Espagne de la République à Franco (1936-1946)», par Sébastien Guex, Mauro Cerutti et Peter Huber, Ed. Antipodes, 2001, 603 p.